



Un budget de l'UE pour l'avenir

Développement régional et cohésion

Alain Van Raek
Bruxelles, 16.05.2019



#Politiquedecohésion
#UEenRégion



Une politique moderne et dynamique

Un investissement moderne

- Centré sur la transition vers une économie intelligente et sobre en carbone
- Conditions renforcées et liaison avec le Semestre européen
- Données approfondies de performance (en quasi temps réel), données ouvertes

Simple, flexible, dynamique

- 7 fonds, 1 règlement (50 % plus court)
- 80 simplifications administratives clés
- Mise en œuvre plus rapide (retour à la règle n+2)
- Réactivité face aux besoins émergents (migration, économie)

Pour toutes les régions

- «Méthode de Berlin» équilibrée et équitable
- 75 % aux régions les plus pauvres, là où les besoins sont les plus importants
- Prendre les besoins émergents en charge et assurer la transition économique à travers l'UE



Objectifs stratégiques

11 objectifs simplifiés et consolidés pour n'en former plus que 5:

1. Une Europe plus intelligente (transformation économique innovante et intelligente)
2. Une Europe plus verte, sobre en carbone (inclut la transition énergétique, l'économie circulaire, l'adaptation aux changements climatiques et la gestion du risque)
3. Une Europe plus connectée (mobilité et connectivité des TIC)
4. Une Europe plus sociale (socle européen des droits sociaux)
5. Une Europe plus proche des citoyens (développement durable des zones urbaines, rurales et côtières et initiatives locales)

2 objectifs horizontaux:

- Renforcement des capacités administratives
- Coopération entre régions et transfrontalière (intègre la coopération dans les programmes principaux)

CONCENTRATION THÉMATIQUE DU FEDER

- Maintenir les dépenses dans les domaines clés pour la croissance et l'emploi
- Au niveau national selon le RNB par habitant => flexibilité

Pays concernés:	% min. OP 1 («Europe plus intelligente»)	% min. OP 2 (Europe plus verte, sobre en carbone)
RNB < 75 %	35 %	30 %
RNB 75-100 %	45 %	30 %
RNB > 100 %	60 %	OP 1 + OP 2 min. 85 %

- 6 % du budget au développement urbain, mis à disposition via des partenariats de développement locaux

FEDER / FSE+ Concentration thématique en Belgique

- Allocation totale pour la politique de cohésion policy en millions d'EUR et en prix courants: 2 739
- Montants de la concentration thématique:
 - Pour le Fonds Européen de Développement Régional (EUR 1 158 million)
 - Objectif stratégique 1 > EUR 695 million (60 % minimum)*
 - Objectif stratégique 1 + Objectif stratégique 2 > EUR 984 million (85 % minimum)*
 - Au moins 6% à consacrer au développement urbain durable > EUR 69,5 million*
 - Pour le Fonds Social Européen+ (EUR 1 177 million)
 - Recommandation spécifique pays > Un montant adéquat, qui pourrait inclure:*
 - Au moins 25% d'inclusion sociale > EUR 294 million*
 - Au moins 2% pauvreté matérielle > EUR 23,5 million*
 - Au moins 10% emploi jeunes > Possibilité jusqu'à EUR 117 million*
 - Pour la Coopération territoriale européenne : 405 million en plus de ce qui précède

Objectif Stratégique 1 : Une Europe plus intelligente

Rien que du high tech ?

- De la recherche (chercheurs, technologies et capacités, infrastructures... en coopération... (disparités régionales))
- Digitalisation/numérisation

Mais aussi :

- Exploitation de la recherche en entreprises, y compris les PME
- Transition industrielle et esprit d'entreprise
- Support aux nouvelles entreprises (start-ups)
- Soutien aux PME pour leur compétitivité et croissance

Objectif Stratégique 1 : Une Europe plus intelligente : que dit l'annexe D ?

- Une priorité de la Commission pour la politique de Cohésion en Belgique,
- D'importantes disparités régionales en dépenses RD&I : de 0,8 du GDP en Province de Luxembourg à 6,5 % en Brabant Wallon. Moyenne belge à 2,49 %, moyenne EU à 2,04 % (Eurostat-2016)
- Un accent sur la RD&I adaptée à la croissance des PME.
- Et sur la commercialisation des résultats de la RD&I
- Bonnes performances de la Belgique selon le rapport DESI 2018 (8e sur 28 EM) – 61 % de la population avec au moins des compétences digitales de base (Moyenne UE = 57 %), mais besoin de plus de développement, entre autres pour les STIM

Objectif stratégique 2 : Une Europe plus verte

En vue des objectifs énergie et climat 2030 :

- Energies renouvelables
- Systèmes, réseaux et équipements de stockage
- Adaptation au changement climatique, prévention des risques et catastrophes
- Mesures favorisant l'efficacité énergétique
- Gestion durable de l'eau
- Promotion de l'économie circulaire
- Biodiversité, infrastructures vertes en milieu urbain et réduction de la pollution

ATTENTION : Transport et mobilité sous OS 3



European
Commission

Objectif stratégique 2 : Une Europe plus verte : que dit l'annexe D ?

- Priorité de la Commission pour la politique de Cohésion en Belgique, avec la possibilité d'utiliser au moins 25 % du FEDER.
- Un accent sur la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique, y compris la réduction de la consommation d'énergie et l'augmentation de la part de production d'énergie propre et à bas carbone, ainsi que les capacités d'emploi dans l'économie circulaire.
- Un souhait fort des citoyens, une réponse des Autorités aux niveaux Européen, Belge and régionaux,
- Les chiffres de réduction d'émissions montrent que les objectifs 2030 ne seront pas atteints : objectif : - 35 % , prévision : -14 % , en comparaison avec 2005. (sources : Commission EUR – rapport pays)

Objectif thématique 3 : une Europe plus connectée

Mobilité, innovation régionale et connectivité

- Améliorer l'accès à la mobilité trans-frontalière,
- Digitalisation and décarbonisation du transport (routier),
- Promotion de la mobilité multimodale durable.
- Synergies possibles avec l'OS5
- Amélioration de l'accès au réseau TEN-T

Objectif stratégique 4 : une Europe plus sociale

- Améliorer l'accès à l'emploi, évaluer et anticiper les besoins en connaissances et assurer le support à la mise en adéquation du marché du travail, des transitions et de la mobilité
- Promotion de l'éducation et de la formation de qualité et inclusive ; formation au long de la vie.
- Renforcer l'inclusion active, l'accès au services pour les plus démunis et promouvoir l'intégration socio-économique des personnes issues de l'immigration.

Objectif stratégique 5 : une Europe plus proche des citoyens

La cohésion des Territoires

- Intégration des communautés
- Régénération des zones urbaines
- Zones rurales et côtières

Objectif stratégique 5 : une Europe plus proche des citoyens : que dit l'annexe D ?

La cohésion des Territoires

- Supporter la revitalisation de l'économie locale,
 - Réhabiliter les zones urbaines défavorisées.
 - Nécessité d'une stratégie intégrée.
 - Liens avec les autres OS ci-dessus;
 - Une opportunité pour le programme Bruxelles-Capitale, étant donné que c'est à la fois une région, une zone urbaine et un programme opérationnel
- Potentialités pour les villes en Flandres. Synergies possibles entre villes
- Potentialités pour les villes en Wallonie. Synergies possibles entre villes

Objectif Stratégique 5 : Une Europe plus

proche des citoyens par l'encouragement du développement durable et intégré des zones urbaines, rurales et côtières et des initiatives locales : Nouveau !

Condition nécessaire 1: investissements basés sur **stratégies** de développement territorial et local intégré (multithématique, multi-acteurs, gouvernance multi-niveaux)

Condition nécessaire 2: acteurs locaux ou territoriaux compétents doivent sélectionner ou doivent être **impliqués** dans la sélection des opérations

Développement urbain durable (Article 9 FEDER)

- Au moins 6 % des ressources du FEDER attribuées au niveau national sont allouées au développement urbain durable
- Concerne les investissements:
 - Sous l'objectif spécifique (1) du OS5 pour les zones urbaines
 - À travers les instruments territoriaux des autres Objectifs Stratégiques (1-4) qui ciblent les zones urbaines (ITI et DLAL)

Exemple d'une architecture possible

Budget total disponible pour 7 ans : 2,739 Md €, dont 1,158 Md FEDER et 1,177 Md FSE

Pour le FEDER :

- 1) une Europe plus intelligente : 60 %
- 2) une Europe plus verte et à zéro émission de carbone : 25 %
- 3) une Europe plus connectée
- 4) une Europe plus sociale
- 5) une Europe plus proche des citoyens

Programmation

Qu'est-ce qui est nouveau?

- Programmation plus simple, plus ciblée et plus stratégique, sous une forme structurée
- Axée sur les performances: vérification à mi-parcours en 2025
- Synergies: liaison plus étroite avec le Semestre européen
- Annexes: remplacent les 40 habilitations de la période 2014-2020

Que ne fera-t-on plus?

- Plus de modifications des accords de partenariat en cours de période
- Chevauchements éliminés entre accords de partenariat et programmes (par exemple, conditions propices uniquement dans les programmes)
- Moins procédural: combinaison des ajustements techniques avec l'examen des performances

Quelques chiffres sur les résultats de la politique de Cohésion en Belgique

○ FEDER

- La plupart des investissements en Innovation (Wallonie, Bruxelles, Flandres) ; Support aux PME (Bruxelles, Wallonie, Flandres) ; économie circulaire (Bruxelles) ; Environnement et efficacité des Ressources (Wallonie) ; économie bas carbone (Wallonie, Flandres)
- Nouveaux emplois directs : 42.745 ETP
- 45.745 tonnes/an de déchets recyclés
- 15.207 ETP en recherché avec infrastructure améliorée
- 6941 entreprises travaillent avec les Systèmes d'Innovation Régionaux
- 33.396.011 kW/h/an de réduction de consommation dans les bâtiments publics
- Réduction de Gaz à effet de serre : 405.674 éq tonnes CO₂
- 589 institutions impliquées dans la coopération Interreg

Sources : Commission Européenne, DG REGIO, Open data platform

Quelques chiffres sur les résultats de la politique de Cohésion en Belgique

- FSE / IEJ (Initiative Emploi Jeunes)
 - A travers les 4 POs, le FSE / IEJ relève les défis comprenant ceux identifiés dans les recommandations pays
 - Le FSE investit dans 3 domaines: la participation au marché du travail (40%), l'éducation et la formation (25%), l'inclusion sociale (30%)
 - Durant la période de programmation actuelle, environ 750.000 personnes ont bénéficié du support du FSE, y compris +/- 150,000 NEES.
 - Environ 1500 projets mis en œuvre par les partenaires sociaux et les ONG

Exemples de projets



- Youth Guarantee Service (Bru)
 - Coût total du projet: EUR 3 454 780 € (50% FSE)
 - Participants (2017) : 4 435 jeunes



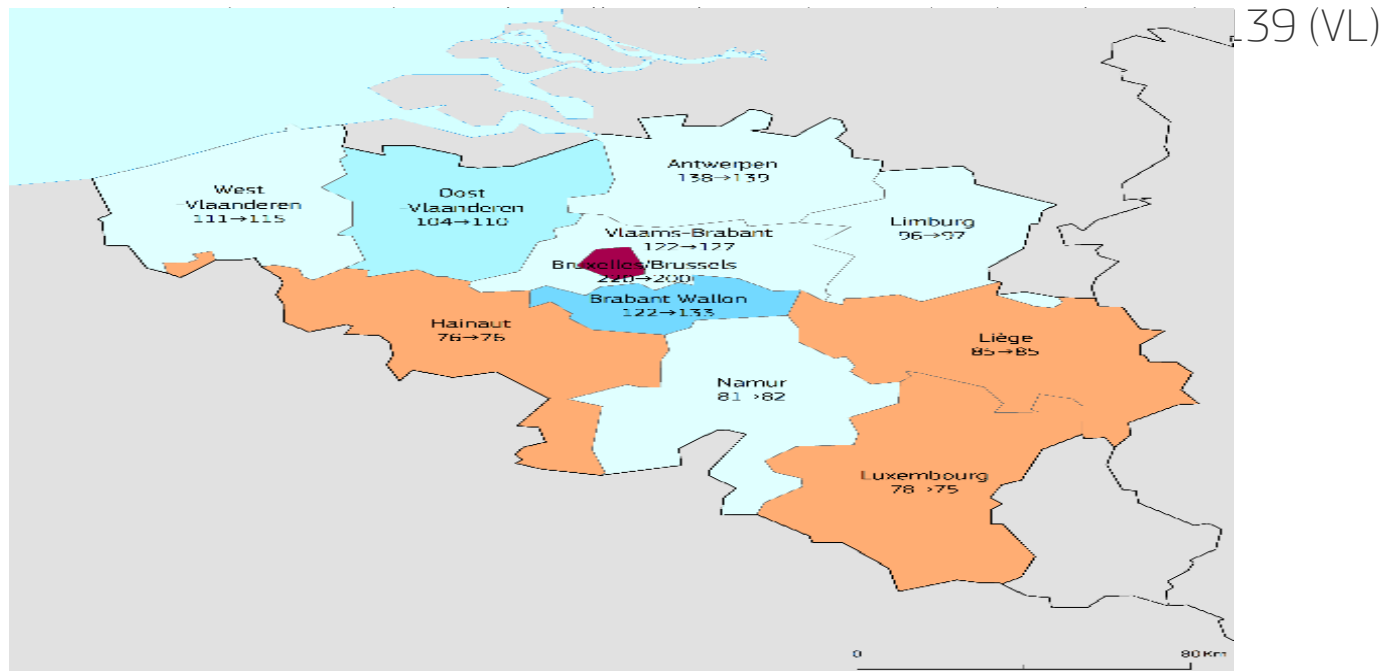
- Technocampus (WL)
 - Coût total : EUR 2 753 520 (FEDER 1 101 408)



- T2 Campus (VL)
 - Coût total : EUR 43 079 312 (FEDER: EUR 12 500 000)

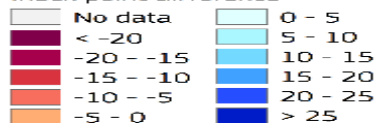
Les disparités régionales prises en compte par le semestre européen

- Grande hétérogénéité interne qui implique des réponses et des stratégies adaptées et spécifiques
- PIB/hab en 2016 (vs moyenne EU = 100): de 200% à 75%



Belgium: Change in GDP per head (PPS), 2007-2016

Index point difference



EU28 real GDP per head growth = 3.4%.
The values below the name of the regions are the values of the GDP per head of the regions relatively to the EU in 2007 and 2016.

Source: Eurostat, DG REGIO



Renforcer l'articulation entre les défis recensés dans le cadre du semestre européen et le financement de la politique de cohésion

- Un lien étroit selon deux axes
 - L'analyse politique guide les investissements des fonds
 - Les investissements des fonds produisent des résultats
- Avantages escomptés
 - Plus de cohérence entre les différentes politiques
 - Un impact plus important et une meilleure sensibilisation des parties prenantes
 - Transparence et responsabilité
- Implications pour les éléments livrables du semestre européen
 - Mettre davantage l'accent sur l'analyse du pays par la Commission européenne en 2019, en ce qui concerne les disparités régionales et territoriales
 - Besoins d'investissement et orientations découlant de cette analyse

Plus flexible

- Nouvelle possibilité de transfert: un État membre peut demander le transfert de jusqu'à 5 % des ressources d'un programme vers un autre instrument de l'UE
- Reprogrammation plus simple: jusqu'à 5 % d'une priorité (3 % d'un programme) sans décision de la Commission.
- Programmation «5+2»:
 - Programmation initiale sur 5 ans... et + ?
 - Allocations 2026-2027 programmées après les vérifications à mi-parcours en 2024-2025 (sur la base des besoins émergents et des performances)
 - Ajustement technique en cours de route (modifiant les allocations à partir de 2025)



Gestion et contrôle plus simples

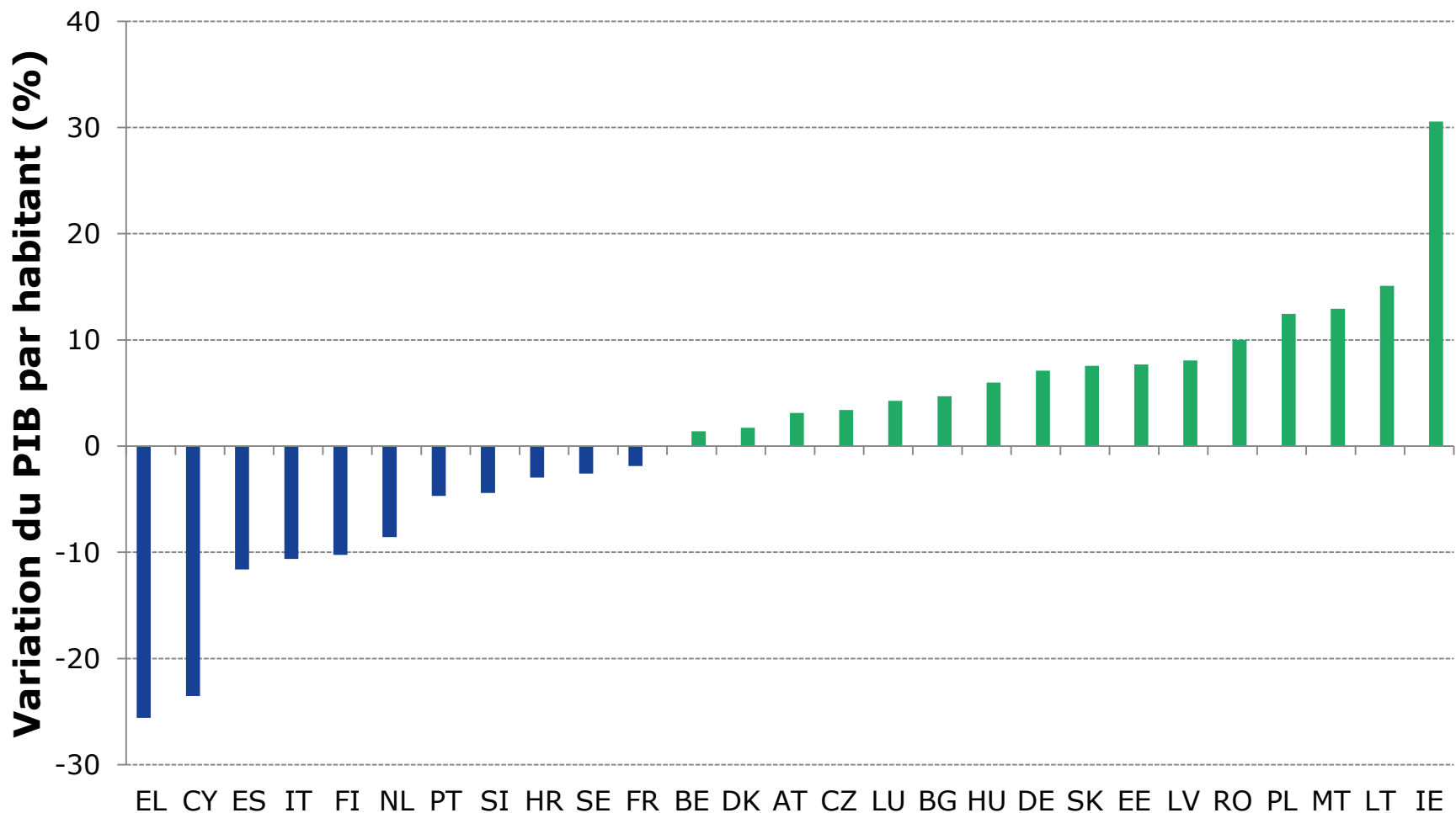
Qu'est-ce qui est nouveau?

- Système plus proportionné pour les programmes à faible taux d'erreur: confiance aux systèmes nationaux, pas d'audit des systèmes, audit d'un échantillon de maximum 30 opérations
- Processus plus simple d'approbation des comptes (et pas de «comptes à zéro»)
- Période de conservation des documents clairement définie pour les bénéficiaires (5 ans à compter de l'année du dernier remboursement)

Que ne fera-t-on plus?

- Pas de procédure de désignation: maintien des systèmes existants.
- Moins de couches de contrôle: Autorités de certification remplacées par une fonction comptable (qui ne répètera pas les contrôles)
- Vérification administrative de 100 % des demandes de paiement.
Après 2020: échantillon fondé sur l'analyse des risques

Principal moteur de changement: changement du PIB par habitant 2007-2009 >< 2014-2016



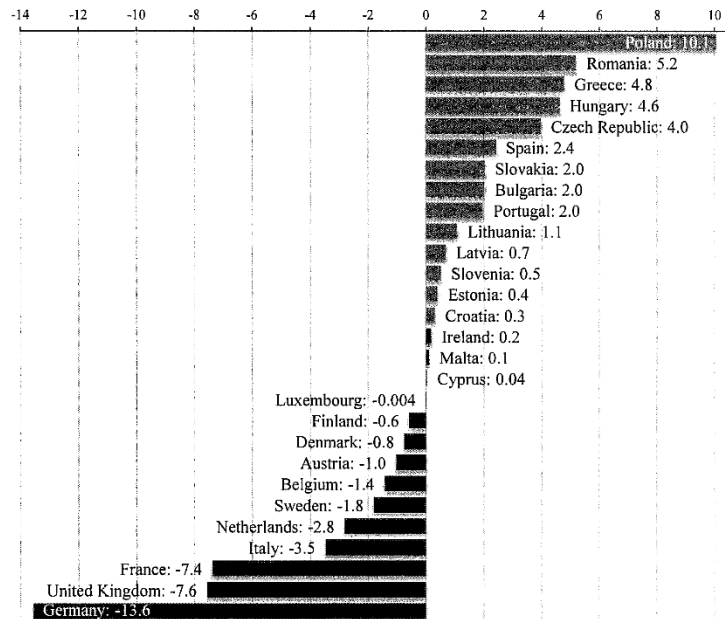
Allocations par État membre

État membre	Allocation 2021-27 (Mrd, prix 2018)	Variation par rapport à 2014-2020 (%)	Niveau des aides (EUR/habitant)	Variation par rapport à 2014-2020 (%)
BG	8,9	8	178	15
RO	27,2	8	196	17
HR	8,8	-6	298	0
LV	4,3	-13	308	0
HU	17,9	-24	260	-22
EL	19,2	8	254	12
PL	64,4	-23	239	-24
LT	5,6	-24	278	-12
EE	2,9	-24	317	-22
PT	21,2	-7	292	-5
SK	11,8	-22	310	-22
CY	0,9	2	147	-5
SI	3,1	-9	213	-11
CZ	17,8	-24	242	-25
ES	34,0	5	105	3
MT	0,6	-24	197	-28
IT	38,6	6	91	5
FR	16,0	-5	34	-9
FI	1,6	5	42	2
BE	2,4	0	31	-5
SE	2,1	0	31	-6
DE	15,7	-21	27	-20
DK	0,6	0	14	-3
AT	1,3	0	21	-4
NL	1,4	0	12	-3
IE	1,1	-13	33	-17
LU	0,1	0	16	-14

The common focus on 'net balances' in the EU budget debate is therefore misleading. Net balance calculations have fed the perception that EU budget negotiations are a zero-sum game between net contributors and net beneficiaries. This misses the essence of the EU budget. Expenditure allocated to one Member State in reality benefits many others by creating market opportunities or improving infrastructure. For example, it is estimated that a quarter of additional growth in non-cohesion countries is due to indirect benefits from increased sales to and trade with cohesion countries. This is thanks to the 2007-2013 cohesion programmes. These effects are amplified by the leverage effect of loans or other financial instruments guaranteed by the EU budget.

Europe in accounting terms

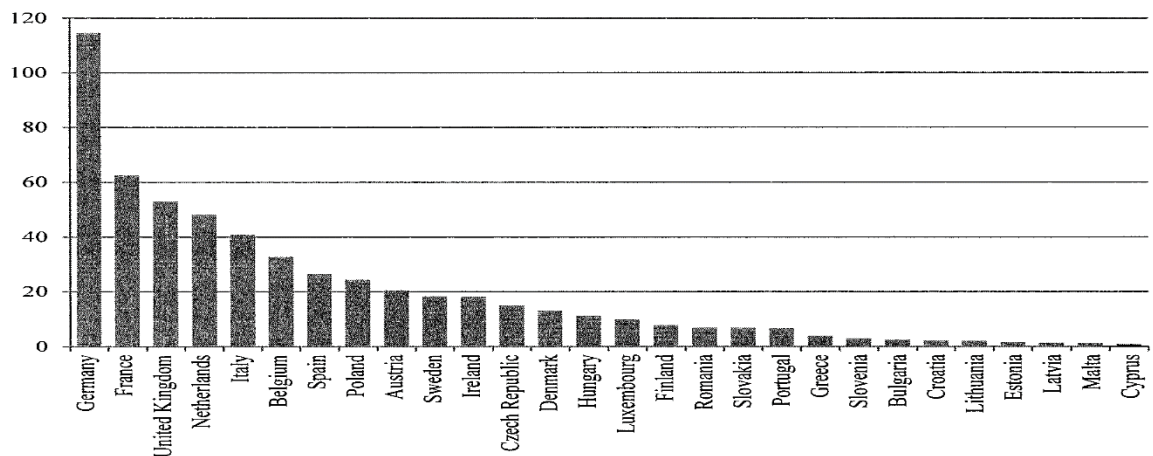
EU budget: average annual balance 2014-2016* (EUR billion)



* Average operating budgetary balances 2014-2016 in EUR billion. Figures may vary per year.

EU spending also creates European public goods that benefit all. The benefits from stability, peace, common values, a level-playing field in Europe's Single Market, or a negotiating capacity which rivals the biggest global powers, do not show up in net balance calculations. For example, the Single Market has a significant and direct positive impact on jobs and growth. It allows companies to operate more efficiently, creates jobs and offers lower prices for consumers. It gives people the freedom to live, study and work where they want.

Benefits of Single Market integration
Gains in income (EUR billion, baseline year 2014)¹



The Commission proposals for the future Financial Framework will be shaped by the principle of **European added value**. By focusing on common policies and priorities and the areas where the EU budget can deliver public goods that national spending cannot, we can move beyond the 'net balance' debate. With a well-designed, modern EU budget, all Member States are net beneficiaries.

3. Towards our priorities for the future

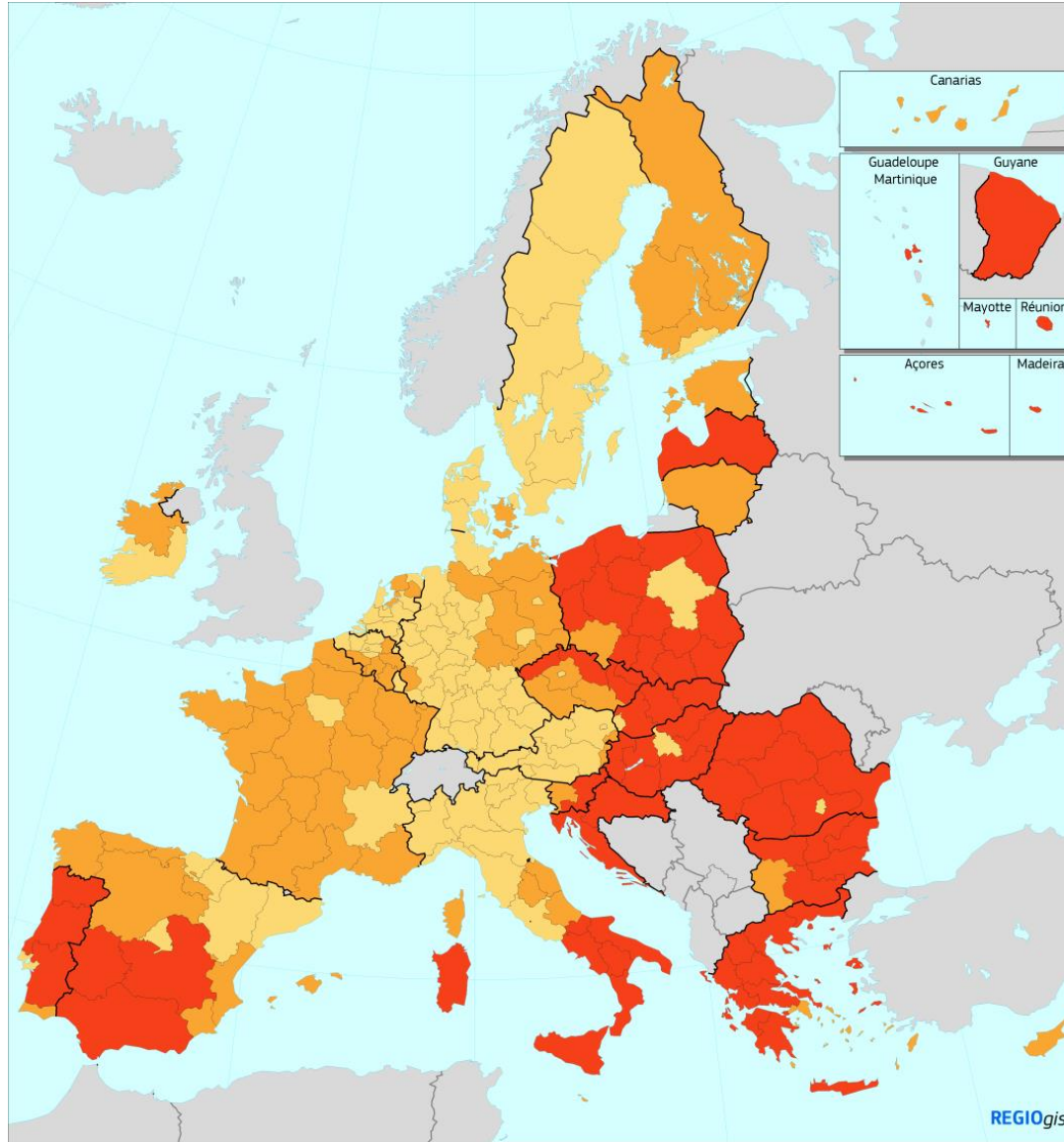
The next Multiannual Financial Framework should better align available financing with our political priorities. It should build on what works well today while also anticipating the challenges of tomorrow. In line with the Rome Declaration, the budget should enable a Europe that is safe and secure. A Europe that is prosperous and sustainable. A Europe that is social. And a Europe that is stronger on the global scene.

Europeans consistently point to **security and safety as a top priority** for their Union². This comes at a time when instability in Europe's neighbourhood pose serious challenges both within and outside of our borders. The EU budget is instrumental in ensuring effective migration management, countering terrorism and addressing cyber threats. It has a crucial role to play in reinforcing the control of external borders. Our post-2020 budget will, for example, determine whether the vision of a strengthened and fully operational European Border and Coast Guard can be realised in practice.

¹ Source: Gabriel Felbermayr, Jasmin Gröschl, Inga Heiland (2018), Undoing Europe in a New Quantitative Trade Model, ifo Working Paper No. 250. The chart shows the gains in income attributable, according to the model applied, to being part of the Single Market.

² Special Eurobarometer 464b: European's attitudes towards security, December 2017.

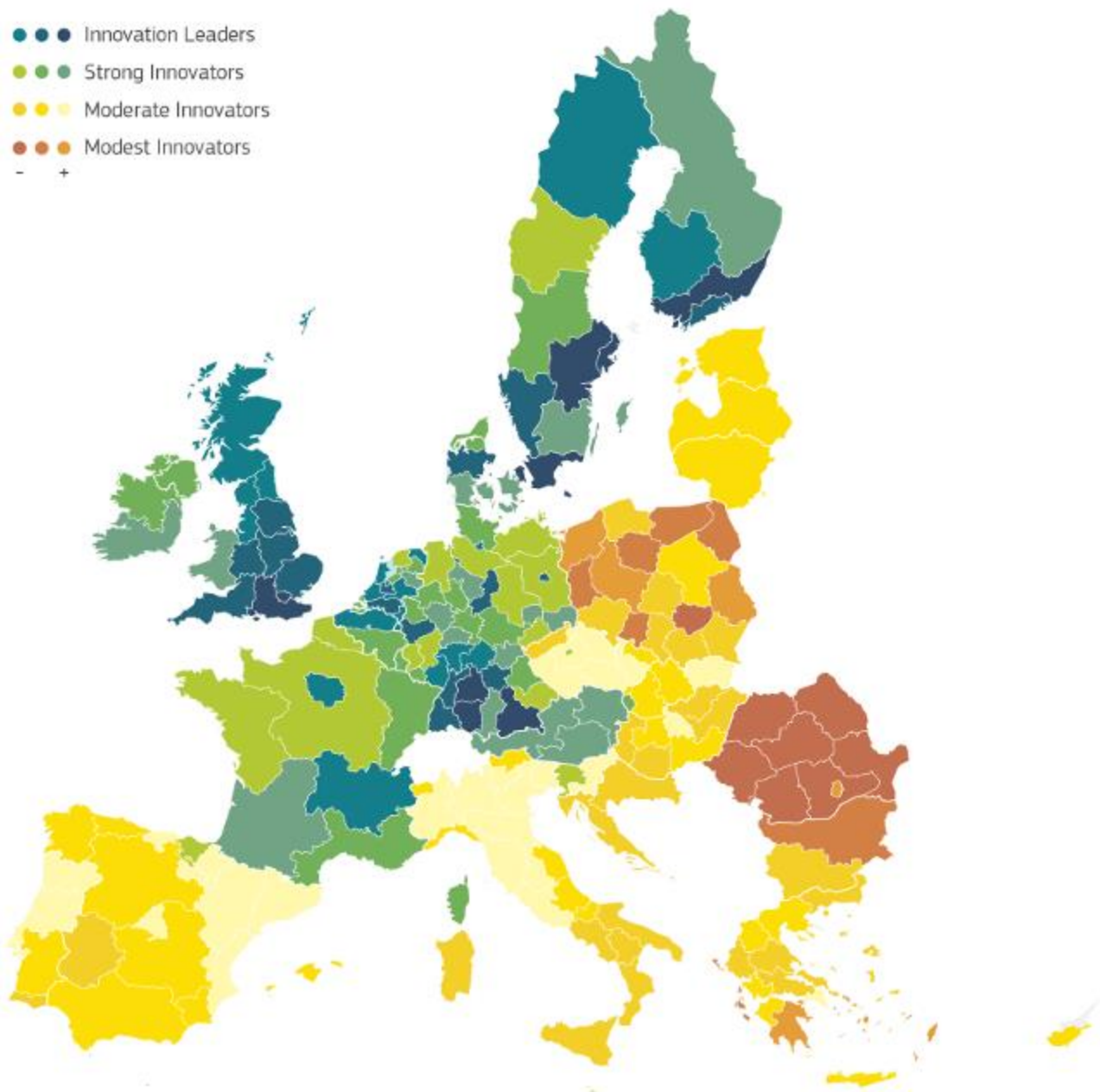
Nouvelle carte d'éligibilité régionale 2021-2027



GDP/head (PPS) by NUTS2 region, average 2014-2015-2016

Index, EU-27 = 100

- < 75% (less developed regions)
- 75% - 100% (transition regions)
- >= 100% (more developed regions)



- ● ● Innovation Leaders
- ● ● Strong Innovators
- ● ● Moderate Innovators
- ● ● Modest Innovators
- +

Des réflexions complémentaires

Quand ? Le Parlement, le Conseil, la Commission... et nous tous

**Moins d'Europe ? Les effets du Brexit
Pourquoi moins d'argent ?
Brexit ? Et alors ?**

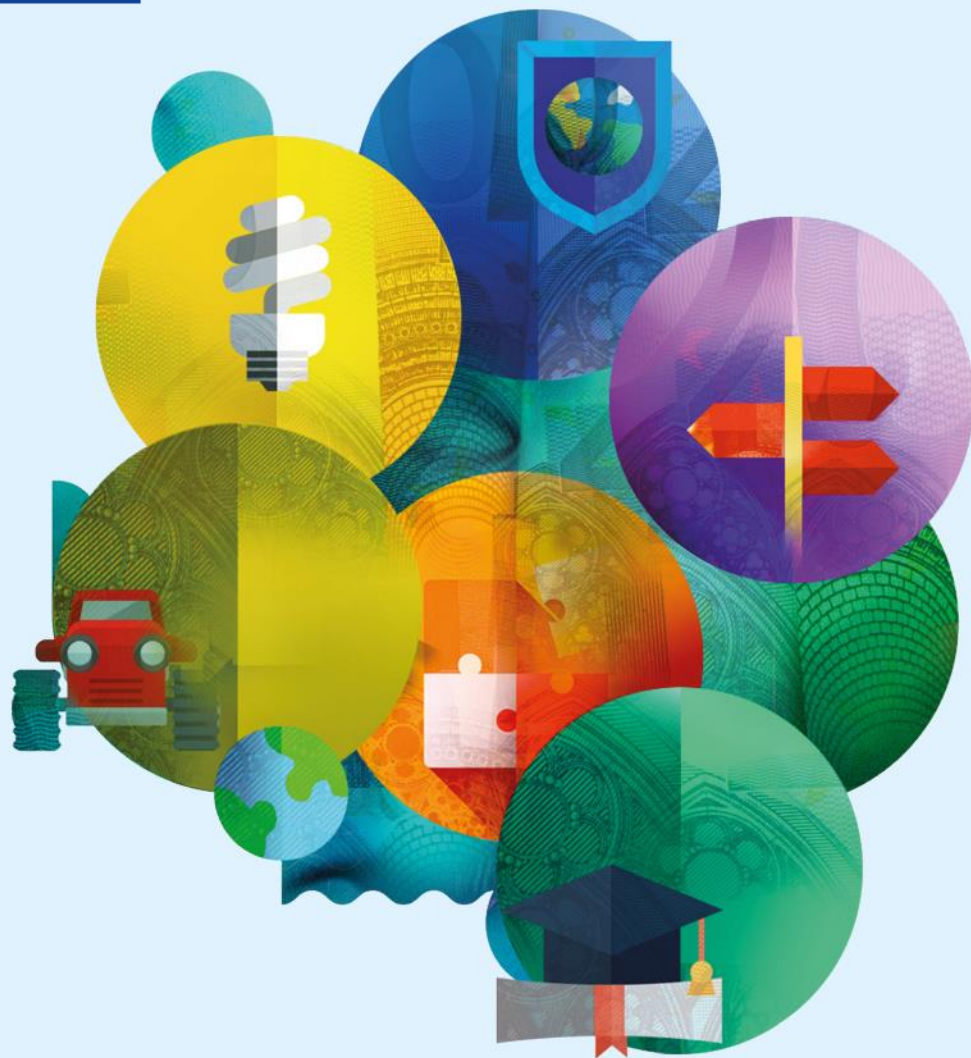
Simplification ? C'est simple, non ?

L'Europe ? Ce n'est pas démocratique !

L'Europe : c'est pour les riches, ce n'est pas solidaire !

Et toujours, nos problèmes de riches !

Merci pour votre attention.



*#Politiquedecohésion
#UEenRégion*